



GLOBAL JOURNAL OF MANAGEMENT AND BUSINESS RESEARCH: C  
FINANCE

Volume 20 Issue 4 Version 1.0 Year 2020

Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal

Publisher: Global Journals

Online ISSN: 2249-4588 & Print ISSN: 0975-5853

## Opportunités de Financement et Evolution des Activités Agro-Pastorales à L'ouest Cameroun 1980-2003

By Kouosseu Jules & Mafotsing Fokwa Paule

*Université de Dschang*

**Abstract-** Western Cameroon has been the subject of strong changes in agricultural practices, which mainly results from the coffee decline and the economic crisis that has raged since 1985. The peasants have abandoned the cultivation of coffee to convert to other activities. For this, they needed funding; because now left to their fate. This work deals with the role of financing in the evolution of agro-pastoral activities in western Cameroon between 1989 and 2003. What are the different funding opportunities that have contributed to the evolution of agro-pastoral activity in western Cameroon during this same period?

The financial liberalization of the 1990s had an impact on the emergence of agro-pastoral activities in western Cameroon. The oral, archival, written sources and the multidisciplinary approach have made it possible to obtain the following results: the history of agricultural financing, the various activities and the place of credit institutions in their emergence in western Cameroon.

**Keywords:** *economic crisis, financing opportunity, agricultural activities, evolution.*

**GJMBR-C Classification:** *JEL Code: G00*



*Strictly as per the compliance and regulations of:*



# Opportunités de Financement et Evolution des Activités Agro-Pastorales à L'ouest Cameroun 1980-2003

Kouosseu Jules <sup>α</sup> & Mafotsing Fokwa Paule <sup>σ</sup>

**Résumé-** L'Ouest Cameroun a été l'objet de fortes mutations dans les pratiques agricoles, qui résultent principalement de la déprise caféière et de la crise économique qui sévit depuis 1985. Les paysans ont abandonné la culture du café pour se reconverter vers d'autres activités. Pour se faire, ils avaient besoins de financement ; parce que désormais laissé à leur propre destin. Ce travail traite du rôle du financement dans l'évolution des activités agro-pastorales à l'Ouest Cameroun entre 1980 et 2003. Quels sont les différentes opportunités de financement qui ont contribué à l'évolution des activités agro-pastorales à l'Ouest Cameroun pendant cette même période?

La libéralisation financière des années 1990 a impacté dans l'éclosion des activités agropastorales à l'Ouest Cameroun. Les sources orales, Archivistiques, écrites et l'approche pluridisciplinaire ont permis d'obtenir les résultats suivants :l'historique du financement agricole, les différentes activités et la place des établissements de crédit dans leur éclosion à l'Ouest Cameroun.

**Mots clés:** crise économique, opportunité de financement, activité agricole, evolution.

**Abstract-** Western Cameroon has been the subject of strong changes in agricultural practices, which mainly results from the coffee decline and the economic crisis that has raged since 1985. The peasants have abandoned the cultivation of coffee to convert to other activities. For this, they needed funding; because now left to their fate. This work deals with the role of financing in the evolution of agro-pastoral activities in western Cameroon between 1989 and 2003. What are the different funding opportunities that have contributed to the evolution of agro-pastoral activity in western Cameroon during this same period?

The financial liberalization of the 1990s had an impact on the emergence of agro-pastoral activities in western Cameroon. The oral, archival, written sources and the multidisciplinary approach have made it possible to obtain the following results: the history of agricultural financing, the various activities and the place of credit institutions in their emergence in western Cameroon.

**Keywords:** economic crisis, financing opportunity, agricultural activities, evolution.

## I. INTRODUCTION

Après vingt-cinq années de croissance ininterrompue basée sur l'exportation du café, mais aussi sur la mainmise de l'Etat dans les cultures de rentes, le Cameroun est confronté depuis le milieu des années 1980, à une grave crise

*Author σ:* Université de Dschang.

*e-mail:* paulemafofotsingfokwa@gmail.com

économique<sup>1</sup>. C'est dans ce contexte que les paysans de l'Ouest Cameroun mettent en œuvre de nouvelles stratégies de production et de vente pour accroître leurs revenus et améliorer leurs conditions de vie<sup>2</sup>.pour ce fait, ils se sont tournés vers les IMF institutions des micro finances qui font leur apparition sur la scène nationale dès les années 1992<sup>3</sup>. Le mouvement coopératif camerounais ayant connu depuis les années 1960, un ensemble de réformes dont la plus récente, celle de 1992 a abouti à la promulgation de la loi n°92/006 du 14 Août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux mutuelles et la publication de son décret d'application n°92/455/PM du 23 novembre 1992<sup>4</sup>.

La libéralisation financière a entraîné un développement sans précédent de plusieurs activités ainsi que le développement des micro finances et coopératives à l'Ouest Cameroun. Celles-ci ont motivé les paysans à travers principalement l'octroi des crédits et des ventes groupées. Ces institutions de micro finances revalorisent les activités jadis pratiquées dans la localité. Groupées en deux grand bloc, on distingue d'une part, les financements publics qui sont ceux orchestrés par l'Etat à travers le FONADER, et d'autre part, privés tels que, la mutuelle communautaire et de croissance (MC<sup>2</sup>), les sociétés coopératives d'épargne et de crédit. C'est dans ce contexte que nous étudions les opportunités de financement et l'évolution des activités agropastorales à l'Ouest Cameroun entre 1980 et 2003. Dès lors qu'elles ont été les différentes opportunités financières dans l'évolution de l'agriculture

<sup>1</sup> Ngaptue J. N., « le maraichage et le vivrier marchand comme solution à la crise caféière dans la région de Foubot ? », Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Yaoundé 1.

<sup>2</sup> Tchouamo, I. R., « Les impasses des stratégies de substitution chez les planteurs de l'Ouest Cameroun », In COURADE Georges In *Le village Camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 1994.

<sup>3</sup> Loi n°92/006 du 14 août 1992 relatives aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiatives communes. Ces derniers et leurs unions sont des organisations autonomes et privées qui appartiennent à leurs membres. Elles sont administrées, contrôlées et financées par ceux-ci. Leurs activités se déroulent sans l'intervention de l'Etat sous réserve de la présente loi et son décret d'application ou des conventions librement consenties et réalisables

<sup>4</sup> Depuis lors, pour adapter le cadre juridique des sociétés coopératives et des groupes d'initiative commune à l'évolution du contexte économique, de nombreux modificatifs ont été adoptés autant sur le plan législatif que réglementaire.

à l'ouest Cameroun entre 1980 et 2003 ? La présente étude se donne pour but de présenter l'historique du financement agricole à l'Ouest Cameroun avant la crise et de présenter le rôle de la libéralisation financière dans le secteur agropastoral à partir des années 1990 et son impact.

## II. HISTORIQUE DU FINANCEMENT AGRICOLE À L'OUEST CAMEROUN: LE FINANCEMENT PUBLIC

Devant l'impossibilité d'obtenir des garanties suffisantes de la part des populations rurales, mais désireux de diffuser le crédit à grand nombre de paysans sans grandes ressources monétaires, le crédit du Cameroun mit au point, dès 1954, un instrument coopératif décentralisé, la coopérative de crédit Mutuel (C.C.M)<sup>5</sup>.

La première C.C.M se constitua en 1955 à Bafou, village Bamiléké, choisi par le crédit du Cameroun. L'année suivante, à la demande de l'administration, celui-ci suscita la création d'autres mutuelles dans la région suite aux résultats obtenus à Bafou qui étaient satisfaisants. C'est ainsi que le crédit du Cameroun fut rapidement amené à prendre des initiatives en de nombreux points du pays Bamiléké<sup>6</sup>. Les C.C.M ont pour objet de fournir des prêts à court terme en vue de l'acquisition d'engrais, semences, produits à moyen terme pour favoriser l'extension des plantations et l'achat de matériel agricole. L'organisation des coopératives de crédit mutuel permet aux petits planteurs de l'Ouest camerounais, ne détenant qu'un simple droit d'usage sur le sol, d'accéder au crédit et donc d'améliorer ou d'agrandir sa plantation<sup>7</sup>.

Après les indépendances, la modernisation de l'économie passe d'avantage par l'interventionnisme, y compris dans le secteur agricole. Si l'agriculture a toujours apporté une importance à l'économie des pays en développement, son sort a toujours provoqué des débats sur le type d'agriculture à promouvoir et les formes de financement à mettre en place<sup>8</sup>.

La politique agricole s'inscrivait dans les six plans quinquennaux de développement socio-économique établis par l'Etat. Dans chacun de ces plans quinquennaux donc, l'agriculture ressort comme un des principaux éléments sur lequel devait se baser le

développement économique du pays<sup>9</sup>. Les objectifs de ces plans étaient centrés sur le secteur agricole ainsi que les stratégies de développement rural. Le deuxième plan quinquennal a même été baptisé "*plan du paysan*". Les buts visés ont été globalement les mêmes durant les quatre premiers plans quinquennaux<sup>10</sup>.

Ces plans procédaient pour la distribution des finances, par la création des organismes financiers tels que : La Banque Camerounaise de Développement (BCD) créée en 1960<sup>11</sup>, du Fonds National pour le Développement Rural (FONADER) en 1973, de la Caisse Agricole du Cameroun (CAC) et du Fonds d'Investissement de Micro Réalisations Agricoles et Communautaires (FIMAC)<sup>12</sup>.

La distribution sectorielle de la BCD montre que le taux de crédit est passé de 110 à 4769 million de FCFA respectivement entre 1963 à 1972, et le FONADER a son tour, est parti d'un pic de crédit environ 91,5% à 37,5% respectivement entre 1979/1980 et 1983/1984<sup>13</sup>. Ce qui voudrait tout simplement dire que la question du financement agricole à l'Ouest Cameroun est effectivement un avantage pour le développement des activités agropastorales à l'Ouest Cameroun quoique l'aide de l'état soit en diminution progressive, du à la crise économique.

La crise des années 1980 et la libéralisation du financement des activités du monde rural ont permis de repenser l'importance du financement en milieu rural<sup>14</sup>. On assiste dès les années 1990, à la création de plusieurs établissements financiers, relatives à la loi N° 092/006 du 14 août 1992 favorisant la création des sociétés coopératives et des groupes d'initiatives communes et le décret du 23 novembre 1992 fixant les modalités d'application de la loi précitée<sup>15</sup>. Ces dispositions institutionnelles libéralisent le secteur du financement rural et ouvrent les portes à une nouvelle génération de financiers au rang desquels les institutions de microfinance (IMF)<sup>16</sup>. C'est ainsi que

<sup>9</sup> Bella H., « situation du secteur agricole camerounais depuis 1960 » mémoire de master soutenu à l'institut sous régionale de la statistique et d'économie appliquée, 2009.

<sup>10</sup> Foko E., « les transformations des... » p360.

<sup>11</sup> Tchekoté H, Kuété M et Fouda M T, « Elite urbaine et microfinance en milieu rural, entre espoir et désillusion: une analyse à partir des paysanneries de l'Ouest-Cameroun » in J. G.Elong Jean (dir.), *L'élite urbaine dans l'espace agricole Africain ; exemples camerounais et sénégalais*, Paris, L'Harmattan, 2012, p43.

<sup>12</sup> P. Mafotsing Fokwa, « Déprise Caféière et Reconversion Economique au Village Baméka à l'Ouest Cameroun 1980-2003 », mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2018, p 91.

<sup>13</sup> Takwa suifon zebulion, « agriculture and national development planning in cameroon 1960-1990: An historical perspective », History Thesis, University of yaoundé1, 2011.

<sup>14</sup> H. Tchekote, « Désengagement de l'Etat, développement de la microfinance et problématique du financement de la production agricole au Cameroun ». in 2<sup>ème</sup> journée de recherche en sciences sociales. INRA/SFER/CIRAD, Lille, France, 2008.

<sup>15</sup> H. Tchekoté, M. Kuété et T.Fouda Moulende, « Elite urbaine et microfinance ... » p 44.

<sup>16</sup> Ibid p 45.

<sup>5</sup> Gosselin G., *L'Afrique désenchantée : sociétés et stratégies de transition en Afrique tropicale*, Paris, éditions antropos Vol. I, 1978, p85.

<sup>6</sup> Ibid P86

<sup>7</sup> Fongang G., « les organisations de productions en Afrique de l'Ouest et du Centre: attentes fortes, dures réalités, le cas du Cameroun », rapport du pays, septembre 2012.

<sup>8</sup> Foko E., « les transformations des systèmes d'épargne rurale avec la crise dans l'ouest du Cameroun », in Courade Georges, le village camerounais à l'heure de l'ajustement, Paris, Karthala, 1994 p 358.

naissent à l'Ouest des formes traditionnelles de la microfinance (tontines) et des microfinances à l'instar des Camccul et les MC2.

### III. LES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS AGROPASTORALES AVANT LA LIBÉRALISATION FINANCIÈRE

L'économie rurale de la Région de l'Ouest est, depuis longtemps, basée sur la mise en valeur agricole et pastorale. Dans les années 1960, celle-ci était orientée vers la production des cultures commerciales, vivrières et l'élevage sur des terres dont l'accès était relativement facile.<sup>17</sup>

#### a) l'élevage et l'agriculture

L'élevage n'est pas une activité nouvelle sur les hauts plateaux de l'Ouest Cameroun. L'homme selon la coutume s'occupait de l'élevage des chèvres, moutons et poulets, dont la vente constituait l'essentiel de ses ressources propres par ailleurs, les cochons étaient élevés par les femmes, mais vendus par l'homme au profit du ménage. Ce système a été profondément bouleversé par l'introduction massive de la culture du café, qui a accaparé tous les efforts des hommes, au détriment de l'élevage qui a été délaissé. Il assurait pourtant aux habitants des revenus substantiels et conférait au propriétaire un certain prestige.

Mais dans les années 1960, les cultures d'exportation étaient encore les plus privilégiées par l'Etat. Malgré que l'élevage soit une activité économique traditionnelle qui a de tout temps été pratiquée sur les hautes terres de l'Ouest Cameroun, le développement de cet élevage nécessitait la construction des maisons entourées par les haies vives et des clôtures faites en bambous<sup>18</sup>.

Cette élevage était pratiquée dans le but de la commercialisation, et quelques fois pour la dote de jeunes filles. Il s'agit entre autre de l'élevage des chèvres, moutons, des poules<sup>19</sup>.

Avant l'introduction des cultures industrielles d'exportation à l'Ouest Cameroun, les paysans de cette région pratiquaient une agriculture basée sur la production des cultures vivrières. Cette agriculture a occupé une place de choix dans l'évolution de la société bamiléké traditionnelle<sup>20</sup>. Il s'agissait d'une agriculture de subsistance, destiné essentiellement à l'autosuffisance alimentaire. La pratique et le développement de cette agriculture répondaient à une organisation bien déterminée: Les cultures lourdes,

c'est-à-dire le bananier, le palmier, le raphia, étaient réservées exclusivement aux hommes, tandis que les cultures légères, comme les arachides, le haricot, le maïs..., étaient réservées aux femmes.

Ngoufo sogang Théodore le justifie à travers ces propos : « la femme était proposée au travail de la terre et à diverses formes d'activités, essentiellement domestique »<sup>21</sup>. ce qui nous pousse donc à dire que l'agriculture a toujours fait partie de la vie quotidienne des paysans de l'Ouest Cameroun. Néanmoins, l'art et l'artisanat n'étaient pas en reste.

#### b) L'art et l'artisanat

L'art et l'artisanat ont joué un rôle considérable dans la vie économique et sociale des Bamilékés.

En effet, l'art et l'artisanat n'étaient pas considérés comme une activité créatrice du beau. Ils avaient tout d'abord une fonction utilitaire et quelques fois symbolique. L'artisanat est essentiellement à vocation utilitaire. Les objets fabriqués sont utilisés au quotidien : calebasses, marmites, mortiers, assiettes, corbeilles, sacs en raphia, greniers en bambous de raphia. L'artisanat sacré, statues et masques, ainsi que l'artisanat d'ornement, calebasses perlées, tabourets, statuettes perlées, fibre de raphias teintés, queues de cheval<sup>22</sup>.

Parlant de l'art, il s'agit principalement de la sculpture et la poterie. Le matériel principal des sculpteurs était le bois, mais pas n'importe lequel, il s'agit d'un bois de bonne qualité, dur, assez compact et dense. Il sèche assez vite et ne se fend pas une fois taillé.

Jouant un rôle fondamental dans l'évolution sociale des paysans, les réalisations sculpturales sont entre autre des trônes royaux dans la chefferie, des masques et des statuettes pour des cérémonies magico-religieuses, les instruments de musique (tambours, balafons, flutes) pour les danses traditionnelles<sup>23</sup>.

La poterie ou céramique était une activité aussi pratiquée à l'Ouest Cameroun. Elle était l'apanage des femmes et était destinée avant tout à la fabrication des objets de premières nécessités. Les hommes n'étaient pas en reste dans cette activité<sup>24</sup>. C'est ce qui explique cette phrase de L.P Harter<sup>25</sup> : « il existe une poterie d'art, réservée aux hommes qui se sont réservés le droit de

<sup>21</sup> Ngoufo S. T., « la caféiculture et le développement du mouvement coopératif dans le bamboutos, essai d'histoire économique et sociale, Mémoire de Maitrise en histoire, université de Yaoundé, 1991, P13.

<sup>22</sup> Kuetche Kamte, D., « impact socio-économique et environnemental de l'exploitation des raphiales à Bansa dans l'arrondissement de penka-michel », Mémoire de DIPES II en Géographie, Yaoundé I, 1998, p66.

<sup>23</sup> Kenfack Zang, R., « les mutations économiques et sociales...p33

<sup>24</sup> Fongang, J. P., *Bameka : une communauté en voie d'émergence*, Paris, l'harmattan, 2012,254

<sup>25</sup> Harter, L. P., rois et sculpteurs de l'Ouest Cameroun, la panthère et la mygale, Paris, éditions Karthala, 1997, p39...

<sup>17</sup> Entretien avec monsieur Fongang Jean Pierre... le 20 mai 2018 à Bamendjou.

<sup>18</sup> Dongmo, J. M., *le dynamisme bamiléké, (cameroun)*, vol1, la maîtrise de l'espace agraire, Yaoundé, CEPER 1981, P162

<sup>19</sup> Ibid

<sup>20</sup> Harcsch, O. E., *les petits agriculteurs détiennent la clé du succès*, selon le NEPAD, 2004.

façonner les pipes et certains plats, pots à usage rituel et magique » c'est dire qu'il existait en région bamiléké, deux types de poteries: une poterie pour la fabrication des objets à caractère rituel et traditionnel. Le matériel principal utilisé était l'argile<sup>26</sup>.

L'agriculture, l'élevage, l'artisanat ont créé des liens d'amitié pour renforcer la cohésion économique à l'Ouest Cameroun malgré que ces activités étaient archaïques.

#### IV. LES DIFFÉRENTES OPPORTUNITÉS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS AGROPASTORALES APRÈS LA LIBÉRALISATION DU FINANCEMENT EN 1990

La Nouvelle Politique Agricole (NPA) a d'avantage augmenté les problèmes du monde rural. En effet, cette politique se caractérisant par: le désengagement de l'Etat, la privatisation des entreprises publiques chargées du développement agricole, la responsabilisation des paysans et la libéralisation des prix de productions agricoles, ont déconnecté le développement du monde rural de celui du secteur agricole<sup>27</sup>. Les principaux axes économiques sur lesquels se sont centrés les paysans de l'Ouest après la déprise caféière sont entre autres l'apiculture, l'exploitation des raphiales, l'agriculture et l'élevage. Les études consacrées à la raison de leur choix et préférence ont montré que: Les activités dont les paysans ont déposé leur dévolu, avaient en commun une raison qui était la capacité de consommer directement leur produits, sans nécessité d'échange avec le monde extérieur, ou une transformation industrielle, contrairement aux cultures et activités d'autrefois qui étaient pour la plus part destinés au marché mondial<sup>28</sup>.

Le paysan de 1980 est différent du paysan de 1960, il faut le convaincre d'entrer dans l'économie marchande et cette économie peut se développer à son profit dans le secteur de l'agro-pastoral<sup>29</sup>. Ce secteur est considéré comme le socle incontournable du développement durable. Il est également bien connu que le monde rural, tire l'essentiel de ses revenus dans l'agropastoral. Ce secteur qui a un poids considérable à l'Ouest Cameroun, en ce qu'elle occupe 60% à 70% de

la population active<sup>30</sup>. La plupart des paysans à l'Ouest Cameroun qui avaient abandonné l'élevage des chèvres, porcs, poules...ont fait chemin retour. D'autres se sont lancés dans les cultures vivrières et maraichères.

Après vingt-cinq années de croissance ininterrompue basée sur l'exportation du café, mais aussi depuis 1977 sur la rente pétrolière, le Cameroun est confronté depuis le milieu des années 80, à une grave crise économique<sup>31</sup>. C'est dans ce contexte que les paysans de l'Ouest Cameroun, buttés financièrement à cause du désengagement de l'Etat dans le secteur agricole, mettent en œuvre de nouvelles stratégies de production et de vente pour accroître leurs revenus et améliorer leurs conditions de vie<sup>32</sup>. Ils se sont donc reconvertis pour la plupart à la culture maraichère, l'intensification de l'exploitation des raphiales, l'élevage, l'apiculture et bien d'autres. Mais pour se faire, ils ont besoin de financement.

#### V. LES FINANCEMENTS PRIVÉS

##### a) *Les tontines*

A l'ouest Cameroun la tontine « tchou'a » est un service d'épargne et de crédit en numéraire ou en nature. Pour ce qui est de la tontine numéraire, un groupe d'individus convient de se réunir de manière périodique. Ils cotisent à chaque séance une somme d'argent qu'ils remettent à un membre tiré au sort séance tenante ou selon un calendrier établi à l'avance<sup>33</sup>. Le montant cotisé dépend du confort financier des membres. Il varie de quelques centaines à plusieurs milliers de francs cfa. Quand chacun bénéficie à son tour de cotisation, le cycle recommence. C'est grâce à ce système, que les individus ont parfois acheté des terres ou louer pour l'agriculture des parcelles de terres<sup>34</sup>. Les tontines ont ainsi constitué un système de financement agropastoral à l'Ouest Cameroun.

##### b) *Les mutuelles*

A partir de 1986, et suite à la crise économique, l'Etat camerounais s'est désengagé du secteur agropastoral au profit de la société civile et d'autres opérateurs privés. C'est dans ce contexte «d'abandon»

<sup>26</sup> Ibid

<sup>27</sup> Fouda M T, « Les mécanismes de financement en milieu rural Camerounais: une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages » Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en Yvelines, 2003.

<sup>28</sup> Tchekote H, « Désengagement de l'Etat, développement de la microfinance et problématique du financement de la production agricole au Cameroun ». in 2<sup>ème</sup> journée de recherche en sciences sociales. INRA/SFER/CIRAD, Lille, France, 2008.

<sup>29</sup> Cinquième plan quinquennal de développement économique, social et culturel, ministère de l'économie, minresi 1981-1986.

<sup>30</sup> Ibid...p62

<sup>31</sup> Ngaptue J.N., « le maraichage et le vivrier marchand comme solution à la crise caféière dans la région de Foumbot ? », Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Yaoundé 1.

<sup>32</sup> Tchouamo, I. R., « *Les impasses des stratégies de substitution chez les planteurs de l'Ouest Cameroun* », In COURADE Georges In *Le village Camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 1994.

<sup>33</sup> Megnidjio Nguetsa Christelle, « Banques rurales et tontines : complémentarité ou compétition dans le développement rural ? cas de l'arrondissement de Bafoussam Ouest-Cameroun » Mémoire de Master en territoire-développement environnement, Université de Dschang, 2009, p9.

<sup>34</sup> Lelart M., « l'épargne informelle en Afrique. Les tontines Béninoises » Revue Tiers-monde, vol 30, n°118, 1989, p 275.

des masses rurales pauvres à leur propre sort que les MC<sup>2</sup>voient le jour, grâce au dynamisme et à l'ingéniosité de l'élite urbaine et traditionnelle de l'Ouest Cameroun<sup>35</sup>.

➤ La MC<sup>2</sup>de Baleng

Cet établissement de microfinance a un rôle reconnu dans l'éclosion des activités agropastorales. Quelques données extraites des archives des MC<sup>2</sup> de Baleng et de Baham, indiquent la participation de cette mutuelle dans l'évolution agropastorale allant parfois de 3000000 fca jusqu'à 6000000 fca respectivement entre les années 2001 et 2003.

➤ La MC<sup>2</sup> de Baham

Ici, le taux de financement allant des années 1995 à 2003 est estimé en moyenne à 154015700 Fcfa. Ces données comportant les chiffres des MC<sup>2</sup> de Baleng et Baham, présentent l'évolution de crédit depuis la création de ces structures jusqu'en 2003 dans cette structure. A partir du total de ces sommes, nous pouvons dire de cette évolution croissante des chiffres que les paysans y trouvent leur compte. La MC<sup>2</sup> dans le village de Baham au Cameroun par exemple en est une bonne illustration près de 80% de la population active travaille dans l'agriculture et l'élevage<sup>36</sup>. Compte tenu de l'importance du secteur agropastoral dans la vie des populations de Baham, l'absence d'une structure d'épargne et de crédit susceptible de financer les projets s'y avérait préoccupante<sup>37</sup>.

c) *Impact du financement des activités agropastorales*

➤ L'amélioration des conditions de vie et de l'habitat

L'amélioration des conditions de vie des paysans de l'Ouest Cameroun est une conséquence évidente de la création des fonds spécialisés dans la région. Un fait majeur de cette amélioration des conditions de vie est l'amélioration des conditions de santé. Les maladies qui étaient monnaie courante chez les paysans n'étaient de plus en plus qu'un triste souvenir. Car les différentes activités économiques entreprises au village leurs ont permis de se rendre dans les centres de santé et dispensaires<sup>38</sup>.

La libéralisation des finances a entraîné un changement significatif dans les styles de constructions. L'habitat est l'un des domaines où éclate le mieux

l'originalité des Bamiléké<sup>39</sup>. A l'Ouest autrefois, toutes les cases se ressemblaient et se présentaient sous la forme d'un parallépipède à base carrée surmontée d'un cône débordant sur les côtés. Les murs en bambou étaient bourrés de boue consistant comme en forêt avec un toit en chaume comme en savane.

Ensuite, les paysans ont construit des maisons en brique de terre battue qui comportent désormais plusieurs chambres à la différence de celle construite avant l'introduction de la caféiculture<sup>40</sup>.

De plus en plus, l'idée de bâtir une maison moderne recouverte de tôles hantait certains paysans à tel point qu'ils n'hésitaient pas à s'investir d'avantage dans leurs différentes activités afin d'obtenir des revenus financiers considérable. Ainsi, les revenus liés à la vente des différents produits ont permis aux paysans de l'Ouest de se doter d'habitations somptueuses. Comme le fait remarquer monsieur Fofack Robert<sup>41</sup>: « Au village Baméka par exemple, les maisons étaient faites en nattes; elles n'existent plus on se construit maintenant avec les tôles, battants en fer et bien fait. Bref, tous construisent des maisons modernes ».

Si la libéralisation financière a permis aux paysans d'améliorer d'une part leurs conditions de vie et d'autre part de modifier leur habitat, elle leur a également permis d'améliorer les productions et d'avoir une sécurité alimentaire.

➤ La sécurité alimentaire et la diversification de la production

L'ouest Cameroun jouait une certaine autosuffisance alimentaire. Le FONADER, le FIMAC et les MC<sup>2</sup> avaient contribué à cette sécurité en permettant un accroissement des revenus de la population rurale composée essentiellement des paysans et en augmentant la production agricole<sup>42</sup>. Cette sécurité alimentaire s'est traduite par la disposition des aliments de qualité en quantité à tout temps pour tous les individus. Tout est cultivé dans l'Ouest Cameroun et cette production alimentaire a toujours permis de satisfaire les besoins de consommation locale et parfois nationale<sup>43</sup>.

grâce au financement, les paysans achètent des semences de qualités sélectionnées et de diverses variétés sont mises à leurs dispositions grâce aux conseils et aux formations. Leurs techniques culturelles ont connu une amélioration dont la conséquence est l'augmentation considérable de leur production de maïs, passant de 1,3t/ha en 1999 à 2,9t/ha en 2003 Dans le département de la Menoua, de 5,7t/ha de tomate en 1999 à 13t/ha en 2003, de 11 bovins par tête en 1999 à

<sup>35</sup> Tsogbou D.L., « Mutuelle communautaire de croissance (MC2) et de développement rural à Baham (Cameroun) » in Gestion partagée et développement communautaire en Afrique Noire, n° 221, 2003, P69..

<sup>36</sup> Tsogbou D.L., « Mutuelle communautaire de croissance (MC2) et de développement rural à Baham (Cameroun) » in Gestion partagée et développement communautaire en Afrique Noire, n° 221, 2003, P72..

<sup>37</sup> Ibid 73

<sup>38</sup> Guimkeu R. A., « Le programme national de vulgarisation et de recherche agricole: Etude historique et apport dans le département de la Menoua (19882002) », Mémoire de Master d'histoire, Université de Yaoundé 1,2005.

<sup>39</sup> Kenfack Zang, R., les mutations économiques et sociales...P83.

<sup>40</sup> Ibid p84

<sup>41</sup> Entretien avec monsieur Fofack Robert...le 07/03/018, à Bamendjou

<sup>42</sup> Archives de la région de l'Ouest, rapport de la commission financière 1996, MINAGRI 1997.

<sup>43</sup> Guimkeu R. A., « Le programme national de vulgarisation...

17 en 2003<sup>44</sup>. Depuis la baisse du revenu du café, l'élevage repart: de 1988 à 1991, le cheptel porcin a été multiplié par 5 dans les 30 % d'exploitations qui s'y consacraient et qui avaient, 34 porcs en moyenne<sup>45</sup>. L'élevage de la volaille a progressé, passant de 200 à 360 têtes pour les fermes concernées. Par ailleurs, si le nombre de caprins progresse de 32 %, l'élevage du lapin s'accroît, passant de 8 à 20 par éleveur. L'apiculture fait une timide apparition avec deux régions d'abeilles à l'Ouest après l'installation d'une dizaine de ruches<sup>46</sup>.

#### ➤ L'apiculture

Notons qu'au départ l'apiculture traditionnelle était la plus pratiquée dans la localité. Ces apiculteurs sont également pour la plus part constitués des éleveurs et agriculteurs. Contrairement à l'agriculture, les ruches n'ont pas besoins d'être placées sur des terres fertiles pour produire du miel ce qui rend l'apiculture accessible à tous, même aux personnes disposant que des ressources minimales car, il suffit pour celui-ci, juste de disposer des outils essentiels à savoir : l'enfumoir, le masque complet et un voile<sup>47</sup>, si l'on n'a pas d'outils de traitement, apporter les cires d'abeilles dans un laboratoire approprié où il y aura sans doute les outils principaux suivant : un maturateur, un presseur et un dé presseur<sup>48</sup>.

Dans la région, l'apiculture est divisé en trois volets : D'abord les amateurs, qui utilisent les ruches empiriques (faites en paille), et les récoltes sont faites de manière traditionnelle. Ensuite, les apiculteurs modernes, qui demandent que les ruches soient fabriquées de manière moderne. Et enfin les professionnels. Cette dernière catégorie fabriquait plusieurs ruches, créait des méthodes modernes et faisait de ça leur métier, il s'arrangeait à ce que les ruches soient occupées toute l'année<sup>49</sup>.

Pour un rendement efficace, des séminaires de formation étaient organisés par des intellectuels dans le domaine dont l'un des bénéficiaires, monsieur Oumbé, qui avait été formé en Israël en 1999. De même, des jeunes du village sont formés en apiculture, cependant, comme pour toutes ces activités, ils ont juste besoins de se diriger vers des structures de financement avec des projets conçus à l'avance en ce qui concerne les fonds étatiques et des garanties principalement en ce qui concerne les IMF.

<sup>44</sup> Archives de la région de l'Ouest, rapport des activités MINAGRI 2003, MINAGRI Ouest 2004.

<sup>45</sup> ADMM (non classées), rapport de la commission de constat de l'arrachage et de la replantation des parcelles du caféier Arabica dans le département de la Mifi, août 1985.

<sup>46</sup> Ibid

<sup>47</sup> Entretien avec monsieur Oumbé... le 08/03/018 à Bafoussam

<sup>48</sup> <http://www.admm.org/cameroon/transition-agro-ecologique-apiculture> consulté en ligne le 27/04/018.

<sup>49</sup> Entretien avec monsieur Oumbé... le 08/03/018, à Bafoussam

## VI. CONCLUSION

Rendu au terme de ce travail, il était question de montrer la place des opportunités financières dans l'évolution des activités agropastorales à l'Ouest Cameroun entre 1980 et 2003. Il en ressort que depuis 1954 le Cameroun a mis sur pied un instrument coopératif décentralisé, la coopérative de crédit Mutuel (C.C.M). Elles avaient pour objet de fournir des prêts à court terme en vue de l'acquisition d'engrais, semences, produits à moyen terme pour favoriser l'extension des plantations et l'achat de matériel agricole. S'en suivent dès les indépendances les différents plans quinquennaux de développements socio-économiques et après, la crise économique et caféière qui matérialisent le désengagement de l'Etat du secteur agropastoral dans les années 1980, c'est la libéralisation financière (1990). Il faut dire que l'impact de tous ces organismes financiers est remarquable ; ceci à travers par exemple l'augmentation de la production de 1,3t/ha en 1999 à 2,9t/ha en 2003 dans le département de la Menoua, de 5,7 t/ha de tomate en 1999 à 13t/ha en 2003, de 11 bovins en 1999 à 17 en 2003. En raison aussi des différents taux de financement accordés aux paysans par la MC<sup>2</sup>. Depuis 2003, l'Etat avec les services du Ministère de l'Agriculture et les programmes-projets de développement agricole, reprend une certaine place. Il s'agit du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) qui prévoit le financement de l'économie. Dès lors, du constat fait partant de nos études pouvons-nous dire de manière certaine qu'au fil du temps, l'histoire ne s'est pas répétée ?

## REFERENCES RÉFÉRENCES REFERENCIAS

1. Dongmo, J. L (1981), le dynamisme bamiléké, (Cameroun), vol1, la maîtrise de l'espace agraire, Yaoundé, CEPER.
2. Fongang, Jean. Pierre (2012), *Bameka: une communauté en voie d'émergence*, Paris, l'Harmattan.
3. Gosselin Gabriel (1978) *L'Afrique désenchantée: sociétés et stratégies de transition en Afrique tropicale*, Paris, éditions antropos Vol. I.
4. Harcsch, (2004), *les petits agriculteurs détiennent la clé du succès*, selon le NEPAD

### Articles

5. Foko Emmanuel, (1994) «les transformations des systèmes d'épargne rurale avec la crise dans l'ouest du Cameroun», in Courade Georges, le village camerounais à l'heure de l'ajustement, Paris, Karthala, pp 356-365.
6. Tchekote Hervé (2008), «Désengagement de l'Etat, développement de la microfinance et problématique du financement de la production agricole au

- Cameroun ». in 2<sup>ème</sup> journée de recherche en sciences sociales. INRA/SFER/CIRAD, Lille, France.
7. Tchekoté Hervé, Kuété Martin et Fouda Moulende Thérèse (2012), « Elite urbaine et microfinance en milieu rural, entre espoir et désillusion: une analyse à partir des paysanneries de l'Ouest-Cameroun » in J. G.Elong Jean (dir.), *L'élite urbaine dans l'espace agricole Africain ; exemples camerounais et sénégalais*, Paris, L'Harmattan.
  8. Tchouamo, I. R., (1994) « *Les impasses des stratégies de substitution chez les planteurs de l'Ouest Cameroun* », In COURADE Georges In *Le village Camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala.
  9. Lelart M., « l'épargne informelle en Afrique. Les tontines Béninoises » *Revue Tiers-monde*, vol 30, n°118, 1989, p 275

